

*l'Anti*capitaliste

n°801 | 21 mai 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



TV PRESSE ÉDITION CINÉMA

NE LAISSONS PAS LES MÉDIAS ET LA CULTURE À L'EXTRÊME DROITE

ZOOM

Hantavirus, Ebola... La coalition mondiale de l'inaction face à la fabrique des pandémies!

Page 2

INTERNATIONAL

Palestine. Le nettoyage ethnique de Jérusalem

Page 4

ARGUMENTS

L'onde de choc iranienne en Asie

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Julien Le Guet, co-porte parole du collectif Bassines Non Merci!

Page 8

Édito

Ku Klux Cannes

Par MARIE S.

C'est un fait : aujourd'hui, le cinéma français est sous perfusion d'un milliardaire aux rêves de fascisme. Bolloré détient le groupe Canal, qui est le premier financeur du cinéma en France (il finance deux tiers des films français), et il aura la mainmise sur UGC (dont il possède aujourd'hui 38%) en 2028. C'est le sens de l'alerte lancée par les 600 signataires de la tribune « Zapper Bolloré ». Pourtant, aujourd'hui, il existe encore une certaine diversité dans le cinéma en France. Alors, est-ce que « les signataires crient avant d'avoir mal », comme l'a estimé la présidente du bureau des longs métrages au Syndicat des producteurs indépendants ? Rappelons quelques faits d'armes de Bolloré.

Dans l'édition : après avoir fait le ménage chez Fayard, Bolloré l'a fait chez Grasset. Son objectif est purement idéologique : prendre possession des moyens de production (maisons d'édition) et de diffusion (Relay) des livres en France pour promouvoir les écrits les plus nauséabonds (Bardella ou Zemmour, pour ne citer qu'eux).

Dans l'audiovisuel : Zaho de Sagazan a disparu des ondes d'Europe 1 du jour au lendemain, après qu'elle a osé critiquer Cyril Hanouna ; quant à CNews, c'est un pur organe de propagande raciste.

À cela s'ajoute le fait que l'ensemble des médias possédés par Bolloré, ainsi que toute la fachosphère qu'il promeut, mènent une politique de lobbying forcenée pour en finir avec l'audiovisuel public et le Centre national du cinéma (CNC). Cela aurait pour principale conséquence d'augmenter la dépendance de la télévision et du cinéma à l'égard des financements privés.

C'est donc alertés par cette dynamique que des professionnelles du cinéma ont tiré la sonnette d'alarme. La réaction du patron de Canal+, Maxime Saada, témoigne du courage dont ces signataires ont fait preuve. En effet, pour prouver à quel point il n'est pas facho, Maxime Saada a annoncé lors d'un brunch à Cannes (!) qu'il mettait sur liste noire toustes ceux qui auraient insinué qu'il était facho en signant la tribune... Malaise sur la Croisette du futur Ku Klux Cannes ?

Bien dit

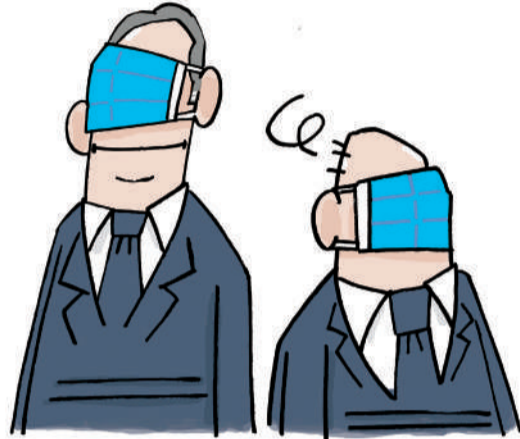
Le plein emploi n'est pas atteignable d'ici l'année prochaine

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ROLAND LESCURE a reconnu, dimanche 17 mai, que l'objectif d'atteindre 5% de chômage avant la fin du quinquennat ne serait pas atteint. Sans blague ? Selon les chiffres publiés mercredi 13 mai 2026 par l'Insee, le chômage en France a atteint 8,1%, au-dessus des 8% pour la première fois depuis 2021, alors que ces chiffres sont très largement sous-estimés par les radiations et les méthodes de comptage. Alors, on reparle quand du partage du temps de travail ?

SANTÉ Hantavirus, Ebola... La coalition mondiale de l'inaction face à la fabrique des pandémies !

Les épidémies se multiplient dans un monde bouleversé par le changement climatique, le néocolonialisme et l'agrobusiness. Pourtant, les grandes puissances et les laboratoires continuent de sacrifier la santé mondiale aux logiques de profit.

EBOLA:
L'OCCIDENT PRÊT À FAIRE FACE



CHARMAG

La croisière s'amusait sur le MV Hondius, pendant que l'Argentine et le Chili connaissaient un record de cas de hantavirus. Pas de titres au 20 heures. Mais ce qui n'était qu'une épidémie de plus dans un pays pauvre monte à bord d'un bateau de croisière et trouve le chemin des pays riches. Des cas contacts hospitalisés dans 23 pays, le spectre du Covid qui réapparaît et les gros titres de presse. Ainsi va le monde capitaliste, qui veut ignorer que sa mondialisation signe le retour des pandémies et ne songe à les regarder que lorsqu'elles menacent ses centres de rentabilité, en espérant que fermer les frontières suffira. Le changement climatique, la déforestation massive, la croissance de gigantesques mégapoles, la construction de véritables fermes-usines, avec des animaux parqués et génétiquement uniformisés, favorisent l'expansion, les mutations et les franchissements de la barrière d'espèce des maladies infectieuses.

One Health

Tout nous dit que la santé des écosystèmes, des animaux et des humains est liée : One Health, une seule santé. Le capital bouleverse les écosystèmes, fait circuler humains, marchandises et vecteurs à une vitesse inconnue jusque-là. Mais alors même que ces bouleversements signent le retour des pandémies, il abandonne des territoires entiers et détruit les systèmes de santé et de solidarité mondiale. Trump, principal bailleur, a quitté l'OMS, et l'Organisation mondiale de la santé animale est exsangue financièrement. Avec le changement climatique et le transport de vieux pneus recyclés d'Asie, le moustique

tigre colonise l'Europe et la France, avec chaque été des cas autochtones de dengue ou de chikungunya. La grippe aviaire H5N1 circule massivement dans les élevages de vaches laitières et de poulets aux États-Unis, avec un potentiel d'adaptation aux humains de plus en plus inquiétant. Le mpox est sorti des radars, mais continue à circuler en Afrique centrale, sans déploiement vaccinal massif.

Retour d'Ebola en RDC

Sitôt rassurée sur le hantavirus – cas contacts à l'isolement, absence de mutation augmentant la transmissibilité –, l'OMS déclare « une urgence de santé publique » pour la fièvre hémorragique Ebola en République démocratique du Congo (RDC), dans la province de l'Ituri. La souche virale est particulièrement transmissible et mortelle, sans traitement ni vaccin à ce

jour, dans une région minière transfrontalière minée par les groupes armés, la corruption d'État et des hôpitaux en ruine. L'aéroport fermé et le pont Nizi effondré rendent l'accès difficile. Depuis des mois, Médecins sans frontières plaide pour la réhabilitation de cet aéroport, par lequel transite son aide aux 900 000 réfugiés sud-soudanais vivant dans des camps qui manquent de tout. Les sociétés minières et le pillage néocolonial occupent une place centrale dans la crise en Ituri. Car si une grande partie des petites mines d'or est contrôlée par des groupes armés, ce sont bien les grandes sociétés minières, telles qu'AngloGold Ashanti, dénoncée par Human Rights Watch, qui bénéficient des millions de dollars tirés du pillage de l'or. La déforestation massive liée au commerce international du bois

et le réchauffement climatique détruisent les terres agricoles, favorisent les déplacements de populations et les violences, notamment contre les femmes, tout en détruisant les solidarités locales. Un État défaillant lié au pillage néocolonial, une crise des réfugiés, une société civile déstructurée : tout concourt à rendre cette épidémie d'Ebola explosive.

Ebola sévit depuis 1976 en RDC. On en est à la dix-septième épidémie. Il aura fallu quarante ans et des dizaines de milliers de morts pour qu'apparaisse en 2019 un premier vaccin, qui n'est pas efficace contre la souche actuelle. Cela n'intéressait pas les grands laboratoires. Alors il y a urgence à développer des tests et des vaccins. Mais le Covid et le mpox ont montré que même l'existence de vaccins ne suffit pas : ils sont trop souvent réservés d'abord aux pays riches, ou bien les conditions sociales rendent leur distribution extrêmement difficile dans des pays minés par le néocolonialisme ! À la tribune de l'ONU, la présidente de Médecins sans frontières dénonçait « la coalition mondiale de l'inaction » face à Ebola. C'était en 2014. Et Marie-Paule Kieny, sous-directrice générale de l'OMS, en avouait la raison : la fièvre Ebola est « typiquement une maladie de pays pauvres, dans lesquels il n'y a pas de marché » pour les firmes pharmaceutiques. C'est toujours d'actualité. Les profits des trusts et l'austérité des États passent avant la santé du monde.

Frank Prouhet

Acturama



Le 18 mai, près de 20 bateaux de la flottille en route vers Gaza ont été interceptés par l'armée israélienne dans les eaux internationales, à près de 500 kilomètres des côtes gazaouies. Bateaux de guerre, brouillage des communications, forces spéciales : l'État d'Israël a une nouvelle fois déployé des moyens militaires massifs contre une initiative humanitaire pacifique destinée à briser le blocus de Gaza. Le NPA-A dénonce cet acte criminel et exige la libération immédiate des militantEs arrêtés, parmi lesquelEs figurent deux de nos camarades. Les bateaux qui n'ont pas été interceptés doivent pouvoir poursuivre leur route jusqu'à Gaza en toute sécurité. Il faut renforcer les mobilisations de solidarité avec la Palestine.

Photos : Captures d'écran d'une vidéo de notre camarade Macéo au moment où son bateau a été intercepté. Sur l'une des captures, on voit un navire de guerre Sa'ar VI, une corvette de fabrication allemande. Il en existe 4, toutes commandées pour la marine israélienne en mai 2015, pour un demi-milliard de dollars...

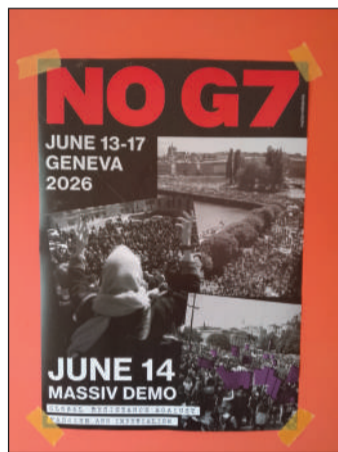
MOBILISATION Contre le G7 et son monde, toustes à Genève les 13-14 juin!

Les sept plus grandes puissances économiques (États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) se réunissent pour défendre les intérêts des classes dominantes. Leurs choix économiques et politiques amplifient la fascisation de la société, l'impérialisme, l'exploitation des travailleurEs et de la nature, les oppressions, la prédation des ressources, les guerres contre les peuples. Ces sept pays représentent 50 % des dépenses militaires dans le monde et sont complices du génocide en Palestine. Contrairement à ce qu'ils prétendent, ils n'accordent aucune importance aux droits des femmes et des minoriséEs de genre. Ils pillent les ressources du Sud global et développent l'extractivisme. Ils ferment de plus en plus les frontières.

La mobilisation contre le G7 s'organise à Genève...

Si le mouvement de contestation est plus faible que dans les années 2000, notre ambition est qu'il soit massif, anticapitaliste et internationaliste! Le contre-sommet se tiendra à Genève du 13 au 17 juin. Au programme : une soirée d'ouverture le 12, un village militant le 13 avec tables rondes, ateliers, concerts et une grande manifestation le 14 juin, qui est le jour de la Grève féministe en Suisse. La mobilisation côté suisse est organisée par la coalition

Le prochain sommet du G7 aura lieu à Évian en Haute-Savoie du 15 au 17 juin. Dans le contexte actuel de montée des idées fascistes et de militarisation du monde, le contre-sommet qui s'organise est particulièrement important.



No-G7 qui regroupe une cinquantaine d'organisations dont solidaritéS, l'organisation de la IV^e Internationale en Suisse. La coalition a réussi à faire reculer les autorités genevoises qui avaient interdit le village militant. Quant à la manif, bien qu'elle soit menacée d'interdiction, les camarades annoncent publiquement qu'elle aura lieu, interdite ou non!

... et en France

En France, une autre coalition a pour rôle de soutenir la mobilisation à Genève, de s'assurer qu'il sera possible de traverser la frontière pour s'y rendre et de relayer les actions qui s'organisent en France contre le G7, principalement en Haute-Savoie et à Paris. Si les autorités suisses commencent à reculer sur les interdictions, les différents gouvernements cherchent malgré tout à museler les contestations : contrôles aux frontières renforcés, interdictions d'organisations d'événements, déploiement massif des forces de l'ordre, QR code pour circuler proche d'Évian, etc. La dénonciation de l'autoritarisme est, de fait, partie intégrante de la mobilisation contre le G7 et son monde!

Le NPA-A sera à Genève contre le G7 et son monde

D'autres initiatives ont lieu le même week-end : manifestation

Stop Rearm Europe à Bruxelles, événement antifasciste à Hambourg... Nous avons décidé de nous mobiliser prioritairement pour aller à Genève les 13 et 14 juin. Des cars ou des covoiturages commencent à s'organiser dans différentes villes. N'hésitez pas à nous contacter pour les informations.

L'enjeu immédiat est de dénoncer la montée des idées fascistes et du militarisme promu par les pays du G7. Mais nous espérons aussi que cette mobilisation participe de la reconstruction de cadres internationalistes capables d'impulser des mobilisations massives pour porter une perspective de transformation sociale anticapitaliste et écologique.

CorrespondantEs

<https://nog7ge.noblogs.org/>



GRANDE-BRETAGNE Le Labour s'effondre, l'extrême droite progresse

Les élections organisées dans une grande partie de la Grande-Bretagne le 7 mai ont constitué un coup dévastateur pour le Parti travailliste au pouvoir.

Le Labour a perdu 1 229 conseillerEs municipaux en Angleterre, est arrivé troisième à l'élection du *Senedd* gallois (Assemblée du pays de Galles/Cymru) et a encore reculé lors des élections au Parlement écossais.

Il s'agissait du premier test majeur pour le gouvernement travailliste, élu en 2024 avec une immense majorité parlementaire après l'effondrement du gouvernement conservateur, miné pendant des années par les scandales et les crises internes. Le dirigeant travailliste Keir Starmer a poursuivi nombre des politiques *tories*, tout en les appliquant de manière incompétente.

Progression de Reform UK et du Green party

Reform UK, parti d'extrême droite dirigé par Nigel Farage, chef de file du mouvement du Brexit, n'existe que depuis trois ans. Il se concentre sur des politiques anti-migrantEs, mais propose également le démantèlement de l'État social, des coupes massives dans les dépenses publiques et une dérégulation financière destinée à satisfaire ses soutiens crypto-millionnaires. C'est aujourd'hui le parti le plus populaire dans les sondages et il pourrait remporter les prochaines élections

générales, possiblement dans le cadre d'une coalition avec les *tories*. Il a obtenu de très bons résultats le 7 mai, en particulier dans le nord de l'Angleterre.

L'événement positif est venu du succès du Parti vert d'Angleterre et du pays de Galles. Son nouveau dirigeant, Zack Polanski, a redressé la situation du parti grâce à des positions clairement ancrées à gauche sur les inégalités de richesse et la dégradation des conditions de vie. Le nombre de ses adhérentEs a explosé et il occupe désormais largement l'espace politique à gauche du Labour. Les Verts ont également progressé le 7 mai. Il n'est cependant pas certain qu'ils soient capables de tenir leurs promesses dans la pratique — les exemples de gestion locale du parti, ainsi que ceux de formations similaires ailleurs en Europe, n'incitent pas à l'optimisme.

Starmer dans la tourmente

Le Royaume-Uni fonctionne désormais de plus en plus comme un système multipartite. Des partis favorables à l'indépendance dirigent les exécutifs au pays de Galles et en Écosse, tandis qu'un nombre croissant de territoires en Angleterre basculent soit vers l'extrême droite, soit vers les Verts. L'ensemble de ces résultats a plongé le gouvernement britannique dans la tourmente. Le Premier ministre, Keir Starmer, suscite un niveau d'hostilité rarement atteint. Plus de 20 % des députéEs travaillistes ont déclaré qu'il devait partir. Plusieurs ministres ont démissionné, notamment le ministre de

la Santé, Wes Streeting, qui a adressé une lettre très critique envers Starmer avant d'annoncer qu'il se présenterait contre lui si une élection interne était déclenchée.

Le 14 mai, le populaire maire du Grand Manchester, Andy Burnham, a annoncé vouloir être le candidat travailliste lors d'une élection partielle provoquée par la démission d'un député travailliste, décidée précisément pour lui ouvrir cette opportunité. Burnham ne peut en effet provoquer une élection à la direction du parti qu'en devenant député. Le comité dirigeant du Labour, qui l'avait empêché de se présenter lors d'une précédente partielle, a cette fois laissé passer sa candidature. Mais son chemin reste difficile, car il s'agit d'une zone où *Reform UK* a réalisé un grand chelem le 7 mai, ce qui ouvre aussi la possibilité que le Labour perde la mairie.

Burnham a soutenu la guerre d'Irak, est un membre éminent des *Labour Friends of Israel* et s'était présenté contre Corbyn pour la direction du Labour. Le fait qu'il apparaisse désormais comme l'espoir de la gauche travailliste — et peut-être même du Labour tout entier — est révélateur de la faiblesse de la gauche à l'intérieur du parti, voire au-delà.

Starmer continue d'affirmer qu'il restera en fonction, mais sa position est considérablement affaiblie. L'été s'annonce particulièrement agité pour la politique britannique. **Simon Hannah et Terry Conway, membres d'Anticapitalist Resistance, section britannique de la IV^e Internationale**

No comment

Nous nous opposons à ce texte qui veut créer une nouvelle taxe sur les entreprises

C'est la manière dont le député EMMANUEL FOUQUART explique le vote du Rassemblement national contre un texte visant à améliorer la recherche sur les cancers et les maladies rares chez les enfants. Il s'agissait d'une toute petite taxe sur les laboratoires pharmaceutiques exploitant en France des médicaments remboursés par la sécu, fixée à 0,10 % du chiffre d'affaires! Même pour une fraction aussi faible, le RN se veut le meilleur ami du grand patronat.

Agenda

Jeudi 21 mai, rassemblement de soutien à Julien Le Guet de Bassines Non Merci!, Paris (75). À 12 h 30, devant le tribunal de Paris, 29-45, avenue de la Porte de Clichy (lire page 8).

Vendredi 22 mai, rassemblement de solidarité avec les inculpés «du 8/12», Paris (75). À 18 h, devant la Cour d'Appel de Paris, 8, boulevard du Palais, Métro Châtelet ou Saint-Michel.

Vendredi 22 mai, table ronde et projection de Résister pour exister de Yacine Helali, Paris (75). À 19 h, au Baranoux, 78, rue Compans dans le 19^e.

Vendredi 22 mai, Soirée «Nicaragua, le ballon, l'exil ou la prison», Paris (75). Témoignages d'exilés et de victimes de la répression. 20 h-22 h, Le Doroty, 85, rue de Ménilmontant dans le 20^e.

Mardi 26 mai, ciné débat féministe du NPA-A, Lyon (69). Avec Marion Ghibaudo, intervenante en prévention des violences sexistes et sexuelles, auprès de jeunes de l'Isère. À 19 h au Ciné Duchère, Lyon 9^e.

Mercredi 27 mai, rassemblement de soutien pour le procès en appel de Sainte-Soline, Poitiers (86). À 12 h, devant le tribunal de Poitiers (lire page 8).

Vendredi 29 mai, réunion publique «Comment faire face à la menace fasciste» avec Ludivine Bantigny, Bures-sur-Yvette (91). À 18 h 30, Foyer Geneviève-Nicklès, 69, rue Charles-de-Gaulle.

Samedi 30 mai, Cannaparade - Marche pour la légalisation du cannabis, Paris (75). À 14 h, place de la République.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À 14 h 30, Métro Place des Fêtes en direction du cimetière du Père-Lachaise.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse).

Pour annoncer un événement: agenda@npa-anticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@
lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@
lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail:
rotoimp@wanadoo.fr



BUSINESS Des armes françaises dans la guerre au Soudan

Un système d'armement français sophistiqué est utilisé dans le conflit au Soudan, révélant les violations par le gouvernement français des conventions sur les ventes d'armes.

La guerre au Soudan continue et entraîne la plus grave crise humanitaire mondiale. Les chiffres sont effroyables : entre 150 000 et 400 000 morts ; la destruction systématique des hôpitaux ; 15 millions de déplacés, soit près d'un Soudanais sur trois, sans compter la crise alimentaire qui touche la moitié de la population.

Système Galix

Cet affrontement meurtrier perdure entre les deux généraux, Burhan pour les Forces armées soudanaises (FAS) et Hemedti pour les *Rapid Support Forces* (RSF), car ils sont soutenus financièrement et militairement par l'Égypte et la Turquie pour les FAS, et par les Émirats arabes unis pour les RSF.

Les RSF se sont illustrées par des nettoyages ethniques de grande ampleur lors de la conquête des villes d'Al-Geneina et d'El Fasher, pouvant s'apparenter à des actes génocidaires. Parmi leur armement figure le système Galix, produit par deux entreprises françaises, Lacroix Défense et KNDS France. Ce système est installé sur différents véhicules tels que des obusiers automoteurs, des véhicules de combat d'infanterie (VCI) ou des transports de troupes. Comme l'indique l'entreprise Lacroix Défense : « *Le système Galix dissimule les véhicules de combat face à une menace imminente et protège les véhicules, les chars de combat principaux et les VCI* », en utilisant des gaz fumigènes ou des leurres.

Amnesty International a repéré ce système sur les véhicules émiratis Nimr Ajban utilisés par les RSF, notamment au Darfour, région soumise à un embargo sur les armes depuis 2004.

La grande muette

Sollicité par les journalistes, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, pourtant chargé du contrôle des exportations d'armes à l'étranger, indique ne pas être au courant. Des questions ont été posées par les députés du groupe La France insoumise et du groupe Écologiste et social, sans qu'aucune réponse n'ait été apportée.

Ce silence révèle l'embarras du gouvernement et son refus d'appliquer le Traité sur le commerce des armes, dont la France est partie prenante. Ce traité instaure, dans son article 11, le certificat d'utilisateur final (CUF), afin que les armes vendues à un pays ne se retrouvent pas entre les mains d'une autre puissance. Cette protection est renforcée par la Position commune de l'Union européenne, qui préconise un principe de précaution envers les pays ne respectant pas le CUF. C'est le cas des Émirats arabes unis. En effet, des armes achetées ont été transférées à des milices au Yémen ainsi qu'à l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar.

Business is business

Mais les autorités françaises préfèrent fermer les yeux pour des raisons commerciales : la France est le second fournisseur d'armes des Émirats arabes unis. Un contrat de 17 milliards d'euros a été conclu pour la vente de 80 Rafale et de 12 hélicoptères Caracal, mais aussi pour des raisons stratégiques. Des bases militaires françaises sont installées à Mina Zayed, à Al Dhafra et à Zayed Military City.

Au vu de la quantité de matériel militaire vendu aux Émirats arabes unis et de l'aggravation du conflit au Soudan, le risque de voir d'autres armes françaises entre les mains des RSF est réel. Cela n'empêche nullement Paris d'organiser une conférence humanitaire internationale pour le Soudan en 2024 et d'exiger l'arrêt des interventions des pays étrangers, tout en évitant soigneusement de mentionner le nom des Émirats arabes unis.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Manipulation des futures élections au détriment des démocrates et des Afro-AméricainEs

Les exigences de Trump, les décisions de la Cour suprême et les votes des assemblées législatives des États redessinent la carte électorale afin d'augmenter le nombre de représentantEs républicainEs.

Le processus réduira le nombre de représentantEs noirEs et latino-américainEs au Congrès, puisque 82% des NoirEs et 61% des Latino-AméricainEs soutiennent les démocrates.

Redécoupages partisans

Les élections de mi-mandat se traduisent généralement par des gains pour le parti qui n'est pas au pouvoir, ce qui pourrait signifier une victoire démocrate en novembre prochain, alors que le républicain Trump est président et que les républicains contrôlent également les deux chambres du Congrès.

Mais Trump et les Républicains ont décidé de manipuler les élections afin que leur parti l'emporte et conserve le contrôle du Congrès. Historiquement, le redécoupage des circonscriptions était effectué dans tous les États lors du recensement décennal afin de refléter les changements démographiques, mais il est désormais réalisé entre deux recensements de manière partisane. Le processus a débuté en juillet 2025 lorsque Trump a exigé que le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, et la législature de l'État, dominée par les Républicains, redessinent les circonscriptions de l'État.

Dans le cadre de ce redécoupage, les Républicains du Texas devraient remporter trois à quatre sièges supplémentaires au Congrès. Après le Texas, les États républicains du Missouri et de la Caroline du Nord ont également redessiné leurs circonscriptions, ce qui a permis de créer un siège républicain supplémentaire dans chacun de ces États. En raison de litiges, l'Ohio et l'Utah ont tous deux procédé à un redécoupage électoral, ce qui s'est traduit par deux sièges républicains



supplémentaires dans l'Ohio et un dans l'Utah. En réponse, la Californie, qui dispose de la plus grande délégation au Congrès (52 sièges), sous la direction du gouverneur démocrate Gavin Newsom, a organisé un référendum à l'échelle de l'État sur le redécoupage électoral. Grâce à la nouvelle carte, les démocrates ont gagné quatre à cinq nouveaux sièges. À l'instar de la Californie, la Virginie a organisé un référendum sur le redécoupage électoral qui aurait ajouté des sièges démocrates, mais la Cour suprême de l'État l'a annulé.

Les droits civiques attaqués

La deuxième partie de l'histoire commence le 29 avril 2026, lorsque la Cour suprême des États-Unis a statué, dans une affaire en Louisiane, que la section 2 de la loi sur les droits civiques constituait un charcutage électoral racial inconstitutionnel, car elle garantissait la représentation des NoirEs au Congrès. Pour saisir l'importance de cette décision, il faut comprendre qu'après la guerre civile américaine

(1861-1865), qui a libéré les ancienNEs esclaves noirEs, leur a accordé la citoyenneté et le droit de vote, et après la brève période progressiste connue sous le nom de « Reconstruction radicale », qui a pris fin en 1877, dans les onze États de l'Ancien Sud, où l'esclavage avait existé, les NoirEs se sont néanmoins vu refuser, de manière générale, le droit de vote. Ce n'est qu'après le mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960, une période marquée par d'énormes manifestations et conflits, que les NoirEs ont obtenu le droit de vote grâce à la loi de 1965 sur les droits électoraux. Cette loi garantissait que les NoirEs de tout le Sud puissent voter et être représentés au Congrès proportionnellement à leur population dans leur État.

Lorsque, en avril, la Cour suprême a invalidé cette loi, les Républicains ont rapidement procédé à un redécoupage électoral dans le Tennessee et en Floride, tandis que l'Alabama et la Géorgie ont également fait l'objet d'un redécoupage à la suite de litiges. Tout cela se traduira par un gain de sièges pour les Républicains et une réduction de la représentation des Afro-AméricainEs.

Par exemple, dans le Tennessee, la circonscription électorale de la ville de Memphis et du comté de Shelby, à 63% noire, a été divisée en trois circonscriptions distinctes, chacune rattachée à des zones blanches suburbaines ou rurales, éliminant ainsi deux circonscriptions noires et démocrates.

Il s'agit là de défaites importantes pour la démocratie et pour les Afro-AméricainEs.

Les démocrates pourraient encore remporter les élections de mi-mandat en novembre en raison de l'impopularité actuelle de Trump, mais à l'avenir, ils constateront que toutes les élections seront plus difficiles. Certaines organisations afro-américaines ont déjà commencé à relancer la lutte pour le droit de vote.

Dan La Botz

PALESTINE Le nettoyage ethnique de Jérusalem

Divisée en deux lors du plan de partage, la partie Est est occupée illégalement depuis 1967 par l'État d'Israël qui, depuis lors, n'a cessé d'imposer aux populations non juives qui y vivent des conditions de vie insupportables, dans le cadre d'une véritable politique de nettoyage ethnique.

Colonisation et expulsions

Dès 1967, Israël a annexé 70 000 hectares et placé une partie de ce territoire sous la juridiction municipale de Jérusalem. Dans les années qui ont suivi, l'État a consacré environ un tiers des terres annexées à la construction de colonies israéliennes. Depuis une dizaine d'années, ce processus connaît une brutale accélération dans les quartiers où vivent encore des Arabes. Rien que la semaine passée, 1800 personnes ont été menacées d'expulsion de leurs maisons dans le quartier emblématique de Silwan. Avec Sheikh Jarrah, ce quartier arabe figure parmi les plus visés par la politique israélienne de dépossession à Jérusalem-Est. Tous deux se situent dans ce que les autorités israéliennes appellent le « Bassin sacré », qui englobe également les quartiers musulmans et chrétiens de la vieille ville ainsi que le mont des Oliviers. La richesse archéologique et historique de Silwan sert de prétexte à des politiques d'urbanisme destinées à limiter le

Le contrôle total de Jérusalem constitue depuis longtemps un objectif central de l'État d'Israël. Depuis la Nakba, la ville possède un statut particulier : théoriquement conçue comme une « ville internationale », elle occupe une place centrale pour les grandes religions monothéistes et abrite d'importants lieux saints.

développement palestinien et à renforcer le contrôle israélien sur la zone. Il suffit ainsi de classer un terrain en parc national, site archéologique ou réserve naturelle pour déposséder, dans les faits, les résidentEs palestinienNEs de leurs terres. Cette politique s'appuie aussi sur des ONG d'extrême droite chargées de faire « revivre » un passé largement fantasmé afin de légitimer idéologiquement la domination sioniste tout en effaçant les traces historiques incompatibles avec ce récit.

Dépossession et apartheid

Mais il ne s'agit pas de la seule méthode : les autorités israéliennes ont développé de multiples mécanismes de dépossession dans une logique d'apartheid. Les permis de construire sont accordés quasi exclusivement aux JuifVEs, rendant de fait illégales la plupart des habitations palestiniennes. La loi dite de l'absence permet également de transférer à des associations juives des biens achetés avant 1950. Plus récemment, la Cour suprême israélienne, tout en reconnaissant que certaines familles avaient acquis leurs maisons légalement, a estimé que les droits de propriété des

colons primaient. Tous les recours juridiques se heurtent ainsi à la logique d'un État d'apartheid ethno-racial et suprémaciste. L'expulsion des PalestinienNEs de leurs foyers est menée au grand jour, à travers la législation, le système judiciaire et la coopération avec les organisations de colons, tandis que la vie quotidienne est rendue toujours plus insupportable par la négligence systématique des autorités et les violences constantes.

Les quartiers arabes sont privés d'infrastructures et de développement, tout en étant la cible de violences policières récurrentes. Du fait du statut particulier de Jérusalem, ses habitantEs palestinienNEs ne disposent pas de la citoyenneté israélienne mais d'un simple permis de résidence, que les autorités peuvent retirer à tout moment, notamment en cas de séjour prolongé à l'étranger ou d'engagement politique — comme dans le cas emblématique de Salah Hamouri.

Des violences quotidiennes

Le 14 mai, lors de la « journée de Jérusalem », l'extrême droite israélienne défile dans les rues de la vieille ville aux cris de « Mort

aux Arabes » ou « Que vos villages brûlent », sous protection policière. Cette manifestation donne régulièrement lieu à des violences contre des passantEs, des commerces et des lieux saints, musulmans comme chrétiens. Depuis octobre 2023, ces violences sont devenues quasi quotidiennes dans la vieille ville.

À Silwan, comme dans d'autres quartiers palestiniens de Jérusalem ou dans les villages de Cisjordanie, l'État d'Israël mobilise tous les moyens à sa disposition pour déposséder les PalestinienNEs de leurs terres. Cette politique poursuit un objectif clair : créer un territoire à majorité juive en expulsant les PalestinienNEs ou en les concentrant dans des espaces toujours plus réduits.

La bataille des familles palestiniennes de Jérusalem pour conserver leurs maisons fait pleinement partie de la résistance à la colonisation, à l'occupation, au nettoyage ethnique et à l'apartheid. La situation de Jérusalem illustre de manière particulièrement claire la politique qu'Israël entend imposer aux populations placées sous son contrôle.

Édouard Soulier

L'ONDE DE CHOC IRANIENNE EN ASIE

À force de durer, la guerre des États-Unis contre l'Iran semble devenir un véritable point de bascule international dont la portée varie suivant les régions. Ses conséquences s'annoncent majeures en Asie. Sur le terrain géopolitique bien entendu, comme l'illustre le sommet Xi-Trump à Pékin des 14 et 15 mai derniers, mais elle va également aggraver la crise sociale dans nombre de pays. Elle donne aussi un coup de fouet à la crise climato-écologique globale. Elle amorce donc de multiples bouleversements dont on ne pourra prendre la pleine mesure qu'avec du recul.

Dossier réalisé par Pierre Rousset

Un duopole sino-étatsunien en tension

Donald Trump avait reporté sa venue à Pékin (au grand déplaisir de Xi Jinping) le temps, espérait-il, d'en finir avec l'Iran et d'arriver en position de force. C'est l'inverse qui s'est produit. Il est venu supplier les Chinois, alliés des Iraniens, de l'aider à sortir d'un pétrin dont il est seul responsable.

Xi souhaite certes la réouverture du détroit d'Ormuz et ne veut pas voir un nouveau pays entrer dans le club très fermé des puissances nucléaires. Il sait cependant que Trump est sous pression pour des raisons de politique intérieure et lui met le marché en main : il doit céder gros concernant le soutien à Taïwan.

Incertitude dangereuse pour Taïwan

Taïwan (la République de Chine) est issu d'une histoire très particulière. Pékin joue sur ses contradictions internes. Le Kuomintang, parti de la contre-révolution, avait envahi l'île après sa défaite sur le continent en 1949, imposant un régime dictatorial jusqu'au Mouvement des tournesols en 2014, qui a conduit progressivement à l'établissement d'une démocratie. Il garde cependant une base sociale et un poids politique, clientélisme et corruption aidant. Ses dirigeants se divisent sur les rapports à la Chine (continentale).



CREATIVE COMMONS

Le PCC préférerait aujourd'hui imposer un blocus économique sévère de l'île, plutôt que tenter une invasion militaire assez aléatoire. Il promet monts et merveilles aux hommes d'affaires, mafieux et politiques qui lui serviraient de cinquième colonne, pour assurer la mainmise de Pékin. Vu la façon dont Xi Jinping purge ses alliés d'un temps, ils devraient se méfier. Quant à la population taïwanaise, qui bénéficie d'une démocratie (bourgeoise et imparfaite), on voit mal pourquoi elle opterait librement pour se voir absorber par un régime opaque et super-autoritaire. Elle a droit à une autodétermination exercée sans menaces extérieures.

Taïwan est de fait indépendant, mais ne le proclame pas officiellement. En réponse aux sous-entendus de Donald Trump, au sortir de sa visite avec Xi, menaçant de réduire le soutien des États-Unis, le président taïwanais Lai Ching-te a réaffirmé la « souveraineté » de cet État, son indépendance non officielle. On est entré dans une zone d'incertitude dangereuse.

Modifier le statu quo aurait des répercussions en chaîne dans toute l'Asie orientale, de la Corée du Sud et du Japon jusqu'au Vietnam. Vu la centralité géopolitique de l'Eurasie, des « répliques » de ce séisme pourraient toucher l'Asie centrale, l'Arctique, la Russie et l'Europe...

Vers un duopole sino-étatsunien

Ce qui se confirme cependant, c'est que nous tendons vers un duopole mondial sino-étatsunien (nécessairement très conflictuel) et non vers une confrontation militaire entre grandes puissances. C'était l'hypothèse qui me semblait depuis longtemps privilégiée. Aujourd'hui, la Chine renforce sa main au sein de ce duopole, mais il ne faut pas oublier son impuissance quand Trump a « coopté » une aile du régime vénézuélien et alors qu'il menace Cuba. Pékin renforce sa présence militaire internationale grâce à sa politique d'achat de ports à double fonction, économique et militaire. Rien de comparable cependant à la puissance étatsunienne.

L'Indo-Pacifique est devenue une région d'importance stratégique majeure où se jouent (aussi) les équilibres mondiaux. Joe Biden l'avait compris et l'un de ses principaux succès a été d'avoir préparé, au moment de la débâcle afghane dont il avait hérité de Donald Trump, un déploiement de moyens politico-militaires, économiques et diplomatiques dans cette région. De retour au pouvoir, Trump s'est empressé de défaire ce « pivot » asiatique. Mal lui en a pris.

La fonctionnalité du duopole sino-étatsunien sera testée dans les prochains mois, Trump et Xi devant se rencontrer à de multiples occasions, soit en tête-à-tête (Xi est invité aux États-Unis), soit lors de réunions internationales. Pour l'heure, sur les questions du commerce, des terres rares, des technologies, rien ne semble avoir été décidé, malgré les cris de victoire de Trump. Facteur d'incertitude majeur : les États-Unis, mais aussi la Chine très probablement, sont en proie à de profondes crises de régime.

Les classes populaires, l'inflation et le désastre écologique

L'inflation nourrie par la guerre iranienne touche les classes populaires en Asie comme ailleurs, avec une particularité : dans de nombreux pays d'Asie, l'argent envoyé par les émigrés permet aux familles de survivre. Or, le Moyen-Orient est une destination majeure de cette émigration, pour ce qui est des pays musulmans. Selon l'Organisation internationale du travail, la région accueille 24 millions de travailleurs migrants. Elle s'avère être la première destination mondiale pour la main-d'œuvre étrangère. La plupart d'entre eux viennent

d'Asie : Bangladesh, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines (Mindanao), Sri Lanka. Beaucoup de ces travailleurs occupent des emplois peu rémunérés ou précaires et ont peu accès à des services tels que les soins de santé. Les rapatriements d'émigrés sont nombreux. Ainsi, ces deux derniers mois, le gouvernement philippin a assuré le retour de plus de 9500 de ses ressortissants qui travaillaient au Moyen-Orient. Nombreux sont celles et ceux qui restent bloqués sur place dans des conditions invivables. Enfin, les guerres du Moyen-Orient alimentent la crise climatique et

écologique, la crise globale. Un véritable désastre. Cette « polycrise » est le plus grand défi auquel nous sommes confrontés. C'est elle qui fait la différence avec toutes les périodes passées. Le nombre des « victimes climatiques » augmente de façon exponentielle en Asie, en particulier. En Asie, la pauvreté et la précarité s'étendent. Or, une fois entré dans la grande pauvreté, on n'en sort plus sans une aide de longue durée que les États ne fournissent pas, mais que des mouvements tentent d'assurer (avec notre aide, parfois).

La crise climato-écologique

C'est l'éléphant dans le magasin de porcelaine dont personne (ou presque) ne parle. Les débats s'enchaînent sur les conséquences économiques de la fermeture du détroit d'Ormuz, sans dire un mot de la crise climatique ou des atteintes majeures à la biodiversité. La presse militante internationale n'échappe malheureusement pas toujours à ce syndrome. Des articles paraissent qui occultent carrément le sujet. D'autres le mentionnent, mais sans conclure pour autant sur les campagnes à mener en ce domaine. Étrange autocensure. Si l'Europe se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, les conséquences sanitaires et sociales sont particulièrement sévères en Asie, où les sociétés sont très vulnérables. Une grande partie du Bangladesh va disparaître sous les eaux, mais également des zones de population dense en Indonésie. Quand le taux d'humidité dans l'air devient trop élevé, même une température « normale » peut devenir mortelle, le corps ne pouvant plus se refroidir en suant. La violence des typhons s'accroît. Des inondations massives succèdent à des sécheresses exceptionnelles...

ÉCOLOGIE Mobilisation contre la centrale à bitume à Boën-sur-Lignon

Depuis près de dix ans, habitantEs, collectifs et militantEs se battent contre l'installation d'une centrale à bitume à Boën-sur-Lignon (42). Malgré les recours et les alertes sanitaires, les travaux ont commencé.

Boën-sur-Lignon est un gros bourg entouré de communes rurales à la sociologie modeste, à l'extrémité nord de Loire Forez Agglo, plutôt riche et bourgeoise. C'est sur cette proie facile que l'entreprise STAL TP a jeté son dévolu pour implanter une énième centrale à bitume, à moins de 300 mètres d'un Ehpad, d'un collège, d'une crèche collective et de zones d'habitation.

Petits arrangements entre amis

L'enquête publique a logiquement massivement rejeté ce projet écocide. Les services concernés — ARS, service départemental de l'environnement — ont d'ailleurs rendu un avis unanimement défavorable à cette installation classée ICPE, située sur le bassin versant d'un réseau d'étangs en zone Natura 2000.

Mais c'était sans compter sur les amitiés de l'entrepreneur avec quelques potentats locaux : le maire-autocrate de Boën, devenu depuis sénateur, ainsi que les présidents de l'agglo, proches de ce dernier. Tous ont multiplié les arrangements iniques pour contourner les réglementations et permettre l'implantation, sur 2,7 hectares de terres humides, d'une industrie notoirement polluante au cœur d'un lieu de vie, au mépris le plus total de la santé des habitantEs.

Depuis 2016, l'association « Cesse goudron », des collectifs et des militantEs du NPA 42 se battent pour faire respecter le droit et ont réussi, grâce à différentes procédures — dont certaines sont encore en cours —, à retarder ce projet écocide. Depuis bientôt dix ans, nous menons, souvent de manière isolée, cette lutte inégale dans la Loire, dans un contexte où les appuis politiques et les intérêts financiers privés dictent largement les décisions. De plus, l'État et ses représentantEs locaux ALES n'ont manifestement même pas pris la peine d'ouvrir les dossiers (disponibles sur cessegoudron.fr) et n'ont donc relevé ni les inepties et invraisemblances techniques, ni les mensonges caractérisés de l'industriel. La collectivité ne s'est pas davantage émue de la gabegie de fonds publics profitant très directement à M. STAL et à son industrie polluante.

Passage en force

Dans la nuit du 29 au 30 janvier dernier, les travaux ont commencé en catimini. Sous la protection d'une milice privée, l'entreprise s'est arrogé le droit de privatiser le domaine public et de bloquer une rue sans autorisation, à l'aide d'hommes équipés de chiens, sous le regard de la gendarmerie locale, manifestement complice de cette manœuvre illégale. Réveillés en pleine nuit, des militantEs ont tenté de s'opposer pacifiquement à ce nouvel acte de force de STAL TP, dont les sbires n'ont pas hésité à recourir à la violence, blessant deux camarades.

Le 27 avril, M. STAL a donné une conférence de presse à Saint-Étienne, à 60 km de Boën, au siège de la CPME dont il est administrateur. Il y a affirmé, sans rire et devant une presse silencieuse, que sa centrale à bitume ne rejetait que de la vapeur d'eau ! Sans jamais évoquer les dérivés du benzène, notoirement toxiques, rejetés dans l'air comme dans les sols, qui valent justement à son installation d'être classée ICPE... alors qu'il vient d'écopier d'une amende infligée par la DREAL pour pollution de l'air et de l'eau liée à sa centrale à bitume de Ternay, dans le Rhône.

Aujourd'hui, l'écocide est en marche ! Les travaux ont commencé par la destruction de la terre végétale sur une partie du site et l'installation de caméras de surveillance, alors même que plusieurs procédures judiciaires sont toujours en cours et que d'autres devraient suivre, avec la constitution de parties civiles de diverses organisations impliquées dans la mobilisation.

Bref, à Boën-sur-Lignon, on ne lâche rien : notre santé vaut plus que leurs profits !

Fred, NPA-A 42 et veilleur (140^e jour) sur la ZAD de Boën-sur-Lignon

AGROBUSINESS Répression et intimidation des mouvements écologistes

La répression contre les mouvements écologistes continue de s'aggraver. Condamnations judiciaires, intimidations policières, surveillance militante : de Sainte-Soline à l'Eure, l'État s'acharne contre celles et ceux qui contestent l'agrobusiness, l'accaparement de l'eau et les ravages écologiques du capitalisme productiviste.

Julien Le Guet, un des porte-parole du collectif Bassines Non Merci, a été condamné par la cour d'appel de Poitiers, le 7 mai dernier, à six mois de prison aménagés sous forme d'assignation à résidence avec bracelet électronique et au versement de plus de 20 000 euros à la Coop de l'eau 79. La peine est lourde ! Julien incarne depuis des années le refus d'installer des mégabassines, gigantesques réservoirs d'eau qui entretiennent un modèle agricole industriel et polluant, favorisant l'appauvrissement des sols et aggravant les épisodes de sécheresse. C'est un accaparement de la ressource par une poignée d'agriculteurs (6% des agriculteurs des Deux-Sèvres). De Bure à Sainte-Soline, l'acharnement continue contre les mobilisations contestant la destruction du vivant, défendant d'autres modèles économiques et la sortie du capitalisme productiviste.

L'agrobusiness et la pollution généralisée de l'eau

Les diverses pollutions qui s'infiltrèrent depuis des décennies ont

contaminé les nappes au point que, dans certains endroits, l'eau du robinet n'est plus consommable. La construction d'usines de traitement, très coûteuses, va se généraliser : une fuite en avant qu'il faut stopper.

Dans un premier temps, la protection des captages est urgente. Le 21 avril dernier, France Nature Environnement a déposé devant le tribunal administratif de Paris un recours contre le gouvernement pour défaut de protection des captages d'eau.

De plus, le dérèglement climatique accentue les perturbations du cycle de l'eau douce : sécheresse ici, inondations là ; la question de l'eau devient un enjeu majeur.

Dans l'Eure, un collectif de défense de l'eau dans le collimateur

Col-eau 27, un collectif d'associations constitué en septembre 2025, veut alerter les pouvoirs publics, les éluEs et les habitantEs sur la nécessité de réorienter les politiques agricoles, au vu des seuils inquiétants de nitrates et de pesticides relevés dans différents points de captage. Le collectif



COL-EAU / FACEBOOK DE L'ASSOCIATION

s'est fait connaître en organisant un rassemblement, le 7 février dernier, au point de captage du Tremblay-Omonville, situé sur le plateau du Neubourg, haut lieu de l'agriculture intensive dopée à la chimie. Ce captage est menacé de fermeture en raison des dépassements des seuils de nitrates.

Comme le rassemblement n'avait pas été déclaré à la préfecture, une négociation s'est engagée sur place avec la gendarmerie, qui a fini par autoriser la marche festive, familiale et revendicative le long de la départementale très empruntée. Rien à voir avec les démonstrations de force violentes et saccageuses de la FNSEA et de la Coordination

rurale. Et pourtant, le procureur a entamé une procédure d'avertissement pénal probatoire contre une militante NPA-A présente ce jour-là. Un dossier de 74 pages, avec photos et relevés de plaques minéralogiques, est accompagné de commentaires révélateurs de l'état d'esprit qui règne dans l'appareil d'État : « Mme... membre des Soulèvements de la Terre mis en cause dans une procédure de la sous-direction antiterroriste », « M... présent au festival des Résistantes, de la mouvance ultra-gauche ».

La riposte de soutien s'organise : hors de question de se laisser intimider !

CorrespondantEs

BUSINESS Africa Forward: un sommet pour relooker la Françafrique

« J'e n'ai jamais pris l'Afrique francophone comme étant justement un pré carré. Depuis 2017 [début de son premier quinquennat], c'est terminé cette époque », lance Macron à peine arrivé à Nairobi, au Kenya, pour le sommet France-Afrique des 11 et 12 mai. C'est qu'au-delà de l'ancien empire africain de la France, il a des ambitions rien moins que continentales. Il les affiche avec grandiloquence lors d'une interview à RFI le 12 mai : « J'ai une immense ambition pour ce continent que j'aime, qui est un trésor pour le monde. » Un « trésor »... surtout pour les multinationales qui le pillent.

France business

Si le précédent sommet, en 2021 à Montpellier, se disait démagogiquement tourné vers la « société civile », ce sommet (baptisé « Africa Forward : des partenariats entre l'Afrique et la France pour l'innovation et la croissance ») est officiellement orienté business. C'est, comme le reconnaît le communiqué publié par l'Élysée, « l'occasion d'illustrer le renforcement du partenariat économique et financier entre les pays africains et la France, en promouvant les investissements privés croisés entre l'Afrique et la France et en valorisant les atouts de l'offre française, dans un environnement géopolitique fragmenté ». 23 milliards d'euros d'investissements ont ainsi été annoncés.

Le choix d'un pays anglophone pour ce sommet est significatif de la volonté de l'impérialisme français d'étendre son influence au-delà des anciennes colonies qui ont construit sa puissance mais où il a connu de récents revers, des pays comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso ayant même rompu

Sous couvert de « partenariat » et d'« innovation », le sommet Africa Forward organisé par Macron à Nairobi vise surtout à relancer l'influence économique et politique de l'impérialisme français sur le continent africain.



leurs relations diplomatiques et militaires. Ce recul rend d'autant plus indispensable une telle extension. Mais, contrairement aux prétentions de Macron d'en être l'initiateur, la France cherche depuis longtemps à élargir son influence néocoloniale au-delà de son pré carré. Sans pour autant l'abandonner. En témoignent les liens étroits avec les chefs d'État de Côte d'Ivoire, du Togo ou du Bénin, ainsi que les récentes interventions militaires directes à Madagascar ou au Bénin. Mais aujourd'hui, dans le « nouveau désordre mondial », la concurrence entre puissances se fait plus dure. Et les dirigeants africains

sont plus exigeants quant à leur volonté d'obtenir la plus grosse part possible du gâteau de la surexploitation impérialiste de leur propre peuple.

Une domination néocoloniale

La langue françafrique s'est ainsi enrichie d'un mot clé : « partenariat », censé exprimer une relation d'« égal à égal ». Mais ce terme cache mal une relation de domination néocoloniale, empreinte de racisme. Et le naturel revient vite au galop. Macron, à longueur de discours, ne peut s'empêcher de donner des leçons aux AfricainEs sur la manière de développer leur continent. Et — outre son intervention paternaliste lors d'une conférence à Nairobi pour « mettre de l'ordre » en faisant taire un public africain trop bruyant à son goût — il s'est même permis de parler à leur place : « Nous sommes les vrais panafricanistes » ! Une honteuse récupération d'un mouvement qui s'est construit contre le colonialisme et une insulte à la mémoire de militantEs qui, comme Lumumba, Nkrumah ou Sankara, ont combattu pour l'indépendance du continent. Alors que Macron jouait au panafricaniste, la manifestation d'opposantEs dénonçant le sommet et l'impérialisme français se faisait attaquer par l'armée et la police kényanes : gaz lacrymogènes, tirs de sommation à balles réelles, arrestations de manifestantEs. Solidarité avec les peuples africains ! Leur lutte anti-impérialiste est aussi la nôtre !

Germain Gillet

ESSAI **Méfiez-vous des hommes qui se disent féministes, de Flora Souchier**

Éditions Seuil, 2026, 176 pages, 18€.

Dans ce récit dont le titre rappelle les panneaux « attention, chaussée glissante », Flora Souchier montre qu'à force d'applaudir les hommes qui lisent Bell Hooks entre deux réunions en non-mixité choisie, on a fini par confondre vocabulaire militant et déconstruction réelle. Un homme qui dit « patriarcat au feu » avec un tote bag en coton bio reste parfois un homme qui exerce domination, manipulation et violence. Il a juste un meilleur service com.

Derrière l'évidence

Il parle bien. Il est engagé, sensible, beau. Il se dit féministe. Leur rencontre, sur fond de barricades en feu, est magique et intense. Tomber amoureux devient une évidence, s'installer ensemble aussi. Puis arrive l'emprise. Progressive, visqueuse, presque imperceptible. L'intérêt du livre est là : montrer que les violences ne surgissent pas toujours avec des portes claquées et des bleus sur les bras. Elles arrivent aussi enveloppées de discours progressistes, de vulnérabilité performée et de pseudo-réflexivité masculine. De culpabilisation et de larmes également. Mais la rencontre initiale demeure. Parce que tout semblait si vrai, si romantique, les sentiments ne disparaissent pas et l'on y revient sans cesse. Malgré la souffrance, malgré les violences sexuelles que l'on ne parvient pas à nommer, parce que mettre des mots dessus paraît impensable et que l'inconscient protège.

Mutations du patriarcat

L'autrice, elle, connaît un déclic salvateur. Mais partir demandera encore une force qu'elle mettra du temps à trouver. Dans l'écriture, dans ses amitiés, dans son travail, elle puisera l'énergie nécessaire pour avancer. En rassemblant des preuves — nécessaires pour valider ses ressentis —, en acceptant aussi d'écouter, elle finira par se libérer de celui qu'elle craignait d'abandonner. En témoignant de son histoire avec transparence, en choisissant de ne plus le protéger pour avancer, elle nous permet de comprendre à quel point amour et manipulation peuvent être intimement liés, y compris dans nos milieux « éclairés ».



Le livre de Flora Souchier ne construit pas un monstre caricatural. Il montre quelque chose de plus dérangeant : un système. Une époque où certains hommes ont compris qu'afficher des convictions féministes augmentait leur capital sexuel et social. Le patriarcat a muté. Il porte désormais des sneakers Veja et demande si tout le monde est « ok avec l'espace ». C'est plus discret qu'un macho des années 1980, infiniment plus difficile à identifier, mais tout aussi détestable.

Cyrielle L. A.

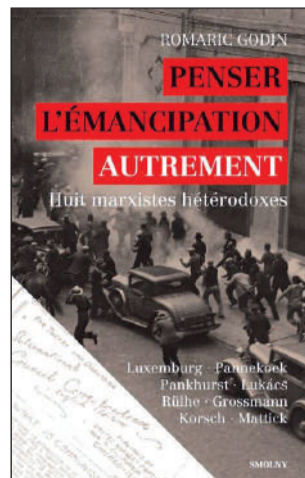
ESSAI **Penser l'émancipation, autrement — Huit marxistes hétérodoxes, de Romaric Godin**

Éditions Smolny, 2026, 238 pages, 10€.

Renouveler notre approche du marxisme ne passe pas uniquement par un effort d'actualisation : l'élargissement de notre culture militante ouvre des voies pour sortir des impasses d'hier (et d'aujourd'hui).

Redécouvrir Luxemburg et Lukács

Rosa Luxemburg et Georg Lukács font partie des références hétérodoxes les mieux connues, mais aussi les plus mythifiées. Avec clarté et générosité, l'auteur permet de les réinscrire dans leur complexité. Par exemple, il souligne l'écart entre le spontanéisme qu'on attribue à Rosa Luxemburg et son attachement à un parti éducateur comme à ce qu'il appelle un « espace public prolétarien », dans la continuité des travaux d'Isabel Loureiro. De même, si sa présentation de Lukács reste dans la continuité



des travaux de notre camarade Michaël Löwy, elle est assortie d'extraits et de propositions qui renouvellent son approche.

... et une galerie communiste de gauche

La principale originalité du travail de Romaric Godin est de réinscrire

ces portraits dans le courant du communisme de gauche et de compléter notre histoire militante de l'entre-deux-guerres. À travers Karl Korsch, Anton Pannekoek et Otto Rühle, il propose une synthèse de la critique du parti léniniste, tel qu'il s'est imposé comme modèle dans la foulée des 21 conditions, et de la bureaucratisation de la révolution. Leur préoccupation est aussi la nôtre : celle de l'articulation de l'intervention communiste à l'action des masses et de la construction d'un socialisme démocratique. À travers la vie de Sylvia Pankhurst, il exhume même un précédent intersectionnel, puisqu'elle a été l'une des figures de la résistance féministe et anticoloniale en Grande-Bretagne au début du 20^e siècle. « En dernière instance », l'analyse économique n'est pas laissée de côté, avec une belle introduction

aux théories alternatives de la crise de Mattick ou de Grossmann.

Le collectif Smolny

C'est à la découverte d'une tradition parallèle, parfois contradictoire avec celle du trotskisme au-delà de la seule controverse de Kronstadt, que nous invite Romaric Godin à travers cet ouvrage. Il s'inscrit dans le projet du collectif d'éditeurEs toulousainEs Smolny, qui, depuis 2005, organise la republication de textes méconnus des communistes de gauche. Par un effort de traduction considérable, qui intègre les œuvres complètes de Rosa Luxemburg, le collectif œuvre à la diffusion de ces textes à un prix accessible, associés à un appareil critique à la fois exhaustif et pédagogique. De quoi nous inciter à porter un nouvel éclairage sur nos classiques et, peut-être, à compléter notre bibliothèque.

Hafiza b. Kreje



NOUVELLES **Je suis une idiote de t'aimer, de Camila Sosa Villada**

Traduction de l'espagnol (Argentine) par Laura Alcoba. Éditions Métailié, 2026, 200 pages, 21€.

faites au monde pour ne pas me faire trucider » : tel est le quotidien de celles et ceux que la société bien-pensante refoule.

L'action salutaire des opprimés

Les histoires de ce recueil sont traversées par un souffle de révolte. Transphobie, racisme, mépris de classe et sexisme sont battus en brèche par des personnages qui font des choix et s'imposent, parfois par la vengeance. Ainsi, une grand-mère arme sa petite-fille : « Quand ils arriveront, si un

de ces fils de pute descend de la camionnette, tu vises la tête. » Pour raconter ces histoires au plus proche de ces vies, l'autrice adopte le point de vue de ses protagonistes ou utilise la première personne, assumant la dimension autobiographique de son écriture, comme dans son premier roman, *Les Vilaines* (2021). Sous la plume de Camila Sosa Villada, les oppressions se croisent mais, même cabossés par la vie, malmenés par les préjugés, les rejets et les agressions, les personnages gardent le cap de

valeurs humaines généreuses. Les biens volés aux riches rugbymen paieront d'abord le loyer puis les ingrédients pour cuisiner et partager des scones avec les amiEs. La haine endurée trouve son exutoire dans la solidarité, la sororité, le partage et parfois... la nécessaire vengeance.

Aurélie

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
★ la-breche.com

Ressources. Soutien histoirecoloniale.net

Le site *Histoire coloniale et postcoloniale* lance une campagne d'abonnement et de soutien pour continuer son travail de documentation, d'analyse et de transmission sur l'histoire coloniale et ses héritages. Avec plus de 4 000 articles en accès libre, deux éditions mensuelles, des visioconférences, débats et ressources pédagogiques, *histoirecoloniale.net* constitue une ressource unique dans le paysage intellectuel et militant francophone. À l'heure où les offensives réactionnaires et racistes se multiplient, défendre des espaces de production critique sur le colonialisme est plus nécessaire que jamais. Plus d'informations et soutien sur : histoirecoloniale.net

Ressources. Souscription pour Contretemps

La revue en ligne *Contretemps* lance une souscription pour financer son nouveau site et poursuivre ses activités éditoriales, de traduction, de

débats publics et de podcasts militants. Depuis 18 ans, la revue publie des analyses anticapitalistes, antiracistes, féministes, écologistes et antifascistes, dans une perspective marxiste ouverte aux débats théoriques et stratégiques. Avec une moyenne de 26 articles par mois, de nombreux dossiers thématiques et une implication dans la plateforme de podcasts *Spectre*, *Contretemps* s'est imposée comme un espace de réflexion incontournable pour la gauche radicale. La revue appelle ses lecteurEs et sympathisantEs à contribuer par des dons ponctuels ou réguliers. Plus d'informations : <https://www.contretemps.eu/>

Inprecor n°744. Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4^e Internationale.

Le numéro de mai d'*Inprecor* porte sur un point clé de la situation : comment articuler les impératifs d'urgence et de radicalité dans la crise du capitalisme. Martín Lallana et Júlia Martí l'abordent

par le biais de la crise écologique, et Antoine Larrache en lien avec la conférence antifasciste de Porto Alegre. Lors de cette dernière, nous avons pu obtenir des interviews de Mariana Riscalí à propos de la situation au Brésil et de Madoda Cuphe sur l'Afrique du Sud. Nous analysons la situation en Guinée après l'interdiction de 40 partis politiques, ainsi que les défis pour la gauche dans l'État espagnol. Un entretien avec Adam Hanieh traite des enjeux économiques et environnementaux des guerres au Moyen-Orient. Nous présentons également la construction des mobilisations contre le G7 d'Évian et contre le sommet de l'OTAN en Turquie. Enfin, Uraz Aydin contribue au débat dans la gauche kurde sur la question de l'auto-émancipation. <https://inprecor.fr/>



ÉCOLOGIE « Malgré la répression, il y a des victoires et une légitimation croissante de la lutte contre les méga-bassines »

Entretien avec **Julien Le Guet**, co-porte parole du collectif *Bassines Non Merci!*, quelques jours avant l'ouverture d'un énième procès à son encontre, le 21 mai à Paris. Le NPA-l'Anticapitaliste lui assure toute sa solidarité.

Tu viens d'être condamné à six mois de placement sous bracelet électronique et tu fais face à une multiplication de poursuites autour des mobilisations contre les bassines. Comment analyses-tu cet acharnement judiciaire ?

Il y a clairement un sentiment d'acharnement. Les procès qui s'enchaînent : le 21 à Paris pour diffamation envers la préfète des Deux-Sèvres, le 27 en appel pour l'organisation de Sainte-Soline, un passage devant le juge d'application des peines, puis encore un autre procès en diffamation fin juin contre Ludovic Vettioux, le numéro 1 de la gendarmerie sur les manifs de Sainte-Soline. J'ai le sentiment que la moindre brouille peut désormais justifier un passage devant le juge. Sur certaines affaires, j'ai été acquitté, mais ça n'empêche pas les poursuites de continuer. Pour un même fait, on peut me poursuivre à la fois pour dégradation et pour diffamation, avec plusieurs jugements différents à la clé.

Ça fait cinq ans que je subis gardes à vue, auditions et procès, pendant que des plaintes pour menaces de mort ou violences venant de la Coordination rurale sont classées sans suite

Au fond, ça pose surtout la question du rôle du parquet. Ce sont les procureurs qui décident ce qui mérite des investigations, un classement sans suite ou un renvoi devant les tribunaux. Et c'est là qu'on voit le poids de deux mesures. Ça fait cinq ans que je subis gardes à vue et auditions, pendant que des plaintes pour menaces de mort ou violences venant de la Coordination rurale sont, elles, classées sans suite. L'endroit où le pouvoir garde une influence majeure, notamment à travers Darmanin, c'est précisément là : dans la désignation et le contrôle des procureurs.

Malgré les revers juridiques subis par les promoteurs des bassines, les pouvoirs publics ne semblent pas changer de ligne. As-tu quand même le sentiment que le rapport de forces évolue ?

Même si, en l'absence de nouveaux chantiers, la lutte est dans une phase plus calme depuis quelques années, le rapport de forces continue de produire des effets. Ça fait longtemps qu'on réclame un moratoire sur les bassines, et même s'il n'a jamais été officiellement accordé, il existe aujourd'hui de fait : le sujet est devenu tellement explosif que dès qu'un projet de « réserve de substitution » est évoqué quelque part, il provoque immédiatement



Julien Le Guet par CYRIELLE L.A.

des oppositions bien au-delà de nos soutiens habituels.

Sur les bassines, même s'il n'a jamais été officiellement accordé, il existe aujourd'hui un moratoire de fait grâce au rapport de forces

Et il y a les décisions de justice. Encore récemment, à Poitiers, le rapporteur public a demandé la destruction de cinq bassines illégales de l'ASA des Roches, en Charente-Maritime. C'est l'une des bassines qu'on avait collectivement désarmée en 2021, parce qu'elle fonctionnait depuis quinze ans alors qu'elle n'aurait jamais dû être mise en service. Malgré la répression, il y a donc des victoires et une légitimation croissante de la lutte.

Est-ce que la mobilisation reste forte sur le terrain ?

Clairement. Au moment même où le rapporteur public demandait la destruction de cinq bassines illégales en Charente-Maritime, il y avait encore des actions de terrain. Le soir de mon verdict, un groupe revendiquait le débâchage de deux bassines. Ils n'ont toujours pas compris que ce mouvement ne repose pas sur quelques individus, mais sur quelque chose de beaucoup plus large, horizontal et autonome. J'utilise souvent l'image de l'hydre : on coupe une tête, il en repousse dix.

Ils n'ont toujours pas compris que ce mouvement ne repose pas sur quelques individus, mais sur quelque chose de beaucoup plus large, horizontal et autonome

Je sens aussi beaucoup de solidarité autour de moi face à cette nouvelle étape de répression. Même des gens qui ne sont pas spécialement engagés contre les bassines trouvent ce qui m'arrive assez scandaleux. Après, je ne veux pas non

plus me présenter comme une exception : des militantEs qui subissent des injustices judiciaires ou policières parce qu'ils luttent, c'est malheureusement quelque chose de très courant aujourd'hui.

La répression touche beaucoup les luttes écologistes partout dans le monde, mais particulièrement en France.

Pour moi, Sainte-Soline a été un révélateur de la doctrine française du maintien de l'ordre, qui est déjà extrêmement violente. Les révélations de *Mediapart* et de *Libération* l'ont bien montré : les gens qu'on avait en face de nous étaient des fonctionnaires de l'État, avec des discours et des pratiques hallucinants. Et cette doctrine est regardée de près par des régimes autoritaires ailleurs dans le monde. On parle quand même d'un pays qui utilise des armes quasi militaires contre des manifestantEs. Les grenades de désencerclement sont censées être un ultime recours, pas des trucs tirés à 200 mètres avec des Cougar comme à Sainte-Soline. Quand ça explose à cinq mètres de toi, ça ressemble à une scène de guerre. Même après les Gilets jaunes, beaucoup ont été sidéréEs par le niveau de violence. Sainte-Soline a traumatisé énormément de monde.

Aujourd'hui, toute personne qui représente un contre-pouvoir peut à la fois se prendre des grenades et finir poursuivie devant les tribunaux

Derrière la répression policière, il y a aussi la répression judiciaire. Michel Forst, le rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs de l'environnement, a lui-même interpellé l'État français. Aujourd'hui, toute personne qui représente un contre-pouvoir peut à la fois se prendre des grenades et finir poursuivie devant les tribunaux. Moi, par exemple, j'ai été condamné pour l'organisation de Sainte-Soline alors que, concrètement, j'étais aussi un manifestant blessé parmi d'autres : coup de matraque, huit points de suture, des dizaines de camarades blessés... et ça n'a jamais vraiment compté dans les procès.

Cette violence est systémique. Si on avait les mêmes images dans les quartiers populaires ou en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, où les mêmes unités interviennent, on verrait encore plus clairement ce que produit ce maintien de l'ordre à la française.

La répression ne touche pas seulement les luttes écologistes, mais aussi les mobilisations syndicales, les mouvements de solidarité avec

la Palestine ou plus largement tous les contre-pouvoirs. En même temps, il y a cette possibilité de voir le RN arriver au pouvoir dans les prochaines années.

La Macronie aura largement préparé le terrain. Et évidemment, si le RN arrive au pouvoir, ça risque encore d'aggraver les choses. Moi, je crains notamment le développement de formes de milices ou de supplétifs du maintien de l'ordre. Mais en réalité, on voit déjà ça aujourd'hui : des préfets qui s'appuient sur certains groupes pour faire le sale boulot, des civils mobilisés aux côtés des forces de l'ordre, comme on l'a vu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie avec des barrages tenus par des Blancs armés.

Ce qui vise aujourd'hui les luttes écologistes peut demain frapper les mouvements syndicaux, antiracistes ou internationalistes

Il y a toujours eu un décalage entre ce qui est expérimenté dans les colonies et ce qui arrive ensuite en métropole. La Corse, la Kanaky, les Antilles ont souvent servi de laboratoires pour les doctrines répressives françaises, qui ont ensuite circulé à l'international, notamment vers des dictatures formées aux techniques contre-insurrectionnelles françaises. Donc oui, il y a un lien entre toutes ces répressions. Ce qui vise aujourd'hui les luttes écologistes peut demain frapper les mouvements syndicaux, antiracistes ou internationalistes. C'est pour ça qu'il faut construire des solidarités plus fortes entre toutes ces luttes.

Propos recueillis par Alex Bachmann

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



l'Anticapitaliste la revue

Le n° 172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org